MARYLISE LÉON SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA CFDT

La syndicaliste, qui estime que « la colère reste vive », réclame des négociations dans les branches professionnelles.

« Face à l'urgence sociale, les employeurs ne sont pas au rendez-vous »

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARIE-PIERRE GRÖNDAHL
ET **SOAZIG QUÉMÉNER**



CORENTIN FOHLEN/ DIVERGENCE POUR LA TRIBUNE DIMANCHE

Au siège de la CFDT, à Paris, vendredi.

Pourquoi la CFDT appelle-t-elle à la mobilisation le 1er décembre ?
Pour plusieurs raisons. Sur le pouvoir d'achat tout d'abord, la question la plus cruciale, les réponses du gouvernement lors de la réunion du 13 novembre ont été largement insuffisantes en ce qui concerne les agents publics. Face à cette absence d'avancées, la colère reste vive. Et le besoin de réponses demeure entier. D'autant plus que les récentes annonces sur les primes destinées aux membres des forces de l'ordre démontrent qu'il existe bien des marges budgétaires pour certains. Elles doivent donc bénéficier à tous les agents publics.

Et du côté des salariés du privé ?
Nous avons pris acte de l'augmentation du smic. Elle reste insuffisante, selon nous. Mais elle permet de créer une impulsion dans le domaine des négociations salariales. C'est pourquoi, après la conférence sociale du 9 novembre et le comité sur les salaires qui a suivi trois jours plus tard, nous avons laissé un délai de quinze jours aux branches professionnelles pour entamer des négociations. La CFDT a envoyé des courriers en ce sens dès le 5 novembre. Or, sur 179 branches de plus de 5000 salariés, seules deux ont joué le jeu jusqu'ici en entrant en discussion : la mutualité et le transport aérien. Face à l'urgence sociale, les employeurs ne sont pas au rendez-vous.

Ce manque de réaction traduit-il une réelle mauvaise volonté ou s'explique-t-il aussi par les difficultés des entreprises et la hausse des défaillances ?
Les situations sont hétérogènes, en fonction des secteurs d'activité et d'autres critères, mais la moindre des choses consiste quand même à répondre au courrier, puis à ouvrir des discussions. La CFDT est lucide sur la situation des entreprises et sur leurs difficultés, mais fixer un premier rendez-vous au 25 janvier – comme l'a fait la branche professionnelle des transports urbains – n'est absolument pas à la hauteur des enjeux du moment. Ni de la colère sociale.

Vous avez pourtant obtenu une revalorisation anticipée du smic. N'est-ce pas une première concession du gouvernement ?
Notre stratégie, c'est d'engranger les résultats les uns après les autres, avec exigence et combativité. Les discussions de branche doivent englober les salaires, mais aussi les grilles de classification et la mixité des métiers, comme prévu depuis deux ans avec la loi sur le partage de la valeur. Les employeurs ne peuvent pas prétendre manquer de temps. Ils doivent prendre leurs responsabilités. Les discussions auraient dû être entamées il y a deux ans. Aujourd'hui, l'urgence n'en est que plus forte.

Comment expliquez-vous ce mouvement social à cinq mois de la présidentielle ?
Il résulte du sentiment de n'être ni entendu ni écouté et du degré de colère qu'il engendre. Ainsi que des difficultés vécues au quotidien par plus de 2 millions de salariés au smic – dont 60 % de femmes. Ou par les agents publics, qui refusent de n'être considérés qu'en tant que variable budgétaire, et par les ménages peinant à boucler leurs fins de mois en raison d'une inflation en constante progression depuis quatre ans. L'élection n'est pas dans la tête des travailleurs : ils veulent vivre dignement de leur travail. Tout de suite et maintenant.

Appellerez-vous à manifester jusqu'à la présidentielle ?
Notre objectif ne consiste pas à aller de date en date. Faire grève coûte une journée de salaire aux travailleurs et particulièrement aux fonctionnaires, soumis à des règles spécifiques. Nous fixons des dates de mobilisation pour obtenir des résultats. Comme la conditionnalité des allègements généraux de cotisations, que nous demandions depuis dix ans et qui figure enfin dans le projet de loi de finances pour 2027 : une entreprise ou une branche refusant de négocier et de remonter ses coefficients sous le smic verra ses allègements réduits. Ces minima de branche restent un filet de sécurité fondamental pour les salariés sans accord d'entreprise.

> **Je demande formellement d'avancer le calendrier de la présidentielle d'une semaine**

Quelles sont vos revendications immédiates pour les fonctionnaires, après votre réunion avec Sébastien Lecornu ?
La première porte bien entendu sur la revalorisation du point d'indice, augmenté à seulement deux reprises en dix ans. S'y ajoute la refonte indispensable des grilles indiciaires. Sur 5,7 millions d'agents, plus d'un cinquième – soit plus de 1 million de personnes – ont un indice sous le smic. Ces grilles sont obsolètes. De plus, l'État débloque près de 300 millions d'euros pour une seule catégorie, alors qu'il n'alloue que 700 millions à l'ensemble des autres agents…

La colère sociale s'exprime aussi ailleurs en Europe. Pourquoi ?
Parce que les difficultés liées au pouvoir d'achat et à la hausse des inégalités sont partagées par tous les Européens. Les jeunes, en particulier, ont les mêmes aspirations démocratiques et ressentent une anxiété identique face à l'évolution du travail et au changement climatique. Au sein de la Confédération européenne des syndicats, à laquelle appartient la CFDT, nous constatons les mêmes attentes, notamment chez les syndicats belges, qui ont appelé à la mobilisation le 23 novembre.

De nombreux économistes expliquent le manque d'investissements pour la jeunesse par le poids croissant des pensions de retraite. Faut-il choisir entre les générations ?
Surtout pas ! Ce serait une grave erreur, qui rappellerait l'argument de « canons contre pensions » brandi à l'automne 2024 pour opposer les dépenses militaires aux retraites. Si l'Europe veut se défendre, c'est d'abord pour protéger son modèle social. Opposer retraités et jeunes ne résoudrait rien. Face au défi démographique, nous devrons en effet faire des choix, mais sans ajouter de frictions dans une société déjà très fracturée. Il faut dépasser les approches paramétriques de baisse des pensions et réformer le financement de la protection sociale en mettant aussi à contribution le capital, et non uniquement le travail.

Qu'attendez-vous des négociations ouvertes sur l'emploi des jeunes, alors qu'une étude de France Travail indique une baisse des offres en raison du développement de l'IA ?
Elles ont démarré début novembre, pour lutter contre le niveau de chômage des jeunes qui demeure très élevé, à près de 22 %. Et pour améliorer leur orientation, leur accompagnement et leur insertion dans le monde du travail, entre autres par des stages ou l'apprentissage. Notre objectif est clair : nous devons ouvrir des perspectives positives aux jeunes. Pour cela, il faut leur faire davantage confiance et ne pas limiter la réflexion à vouloir les faire entrer dans des cases vides. Supprimer les postes d'entrée dans l'entreprise est un non-sens : sans les juniors d'aujourd'hui, il n'y aura pas de seniors qualifiés demain. L'IA n'est pas une fatalité, mais un outil qui exige une responsabilité collective et du dialogue social.

> **La réforme des retraites du RN est une grande supercherie**

Comment analysez-vous la réforme des retraites présentée cette semaine par le Rassemblement national ?
C'est une grande supercherie. De la com. Mais une réalité antisociale. Ce projet accentue les inégalités du système, notamment pour les femmes et les précaires. Il fragilise celles et ceux qui ont des carrières hachées, en durcissant les conditions de validation des trimestres. Mais le plus grave, c'est que cette réforme supprimerait totalement la prise en compte de la pénibilité, un critère pourtant essentiel, en la confondant avec les carrières longues. Une aberration ! Le Rassemblement national va à l'inverse du sens de l'Histoire. Cette réforme serait terrible pour les Français : siphonner la formation professionnelle pour financer les retraites témoigne aussi d'une méconnaissance des besoins de formation continue, qui n'ont jamais été plus grands à l'heure de l'intelligence artificielle et de la transmission écologique.

Les promesses électorales se multiplient. Manquent-elles selon vous de rationalité ?
Elles révèlent surtout une déconnexion d'avec la réalité du travail. Les candidats ne pourront pas faire l'économie de réponses très concrètes, bien avant le scrutin. Les Français veulent de véritables solutions à leurs problèmes. Leur demander de patienter jusqu'après l'élection n'est ni acceptable ni entendable.

Gérard Larcher demande d'avancer les dates de l'élection présidentielle pour éviter un second tour au lendemain du 1er-Mai. Qu'en pensez-vous ?
Le 2 mai est le pire scénario possible, en raison du risque de vives tensions au lendemain de la fête des travailleurs. Il n'y a aucune justification convaincante pour le maintien de cette date. Je demande formellement d'avancer le calendrier électoral d'une semaine. ■